

L'investissement dans le modèle de croissance 2016-2020

Salma Zouari

IHEC, Université de Carthage

URECA, Université de Sfax

Introduction

Le plan 2016-2020 a retenu cinq axes stratégiques :

- 1- Bonne gouvernance, réforme de l'administration et lutte contre la corruption.
- 2- D'une économie à faibles coûts à un hub économique.
- 3- Développement humain et inclusion sociale.
- 4- Concrétisation des ambitions des régions.
- 5- L'économie verte, pilier du développement durable.

La mise en œuvre des réformes identifiées dans ces axes promet de modifier sensiblement le schéma de croissance

Schéma de croissance

	2001/10	2011/15	2016/20
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHÉ	4,5%	1,5%	4,0%
<i>DEMANDE INTERIEURE</i>	4,7%	1,9%	4,0%
CONSOMMATION GLOBALE	3,7%	3,2%	3,1%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	0,9%	-0,6%	1,8%
VARIATION DE STOCKS	0,1%	-0,7%	-0,9%
<i>DEMANDE EXTERIEURE (X-M)</i>	-0,2%	-0,4%	0,0%

- La Tunisie a jusque là vécu au dessus de ses moyens.
- L'objectif du plan est de redresser la situation grâce :
 - une légère maîtrise de la consommation
 - Une égalisation des contributions des exportations et des importations
 - **une contribution très importante de la FBCF à la croissance économique**

Questions

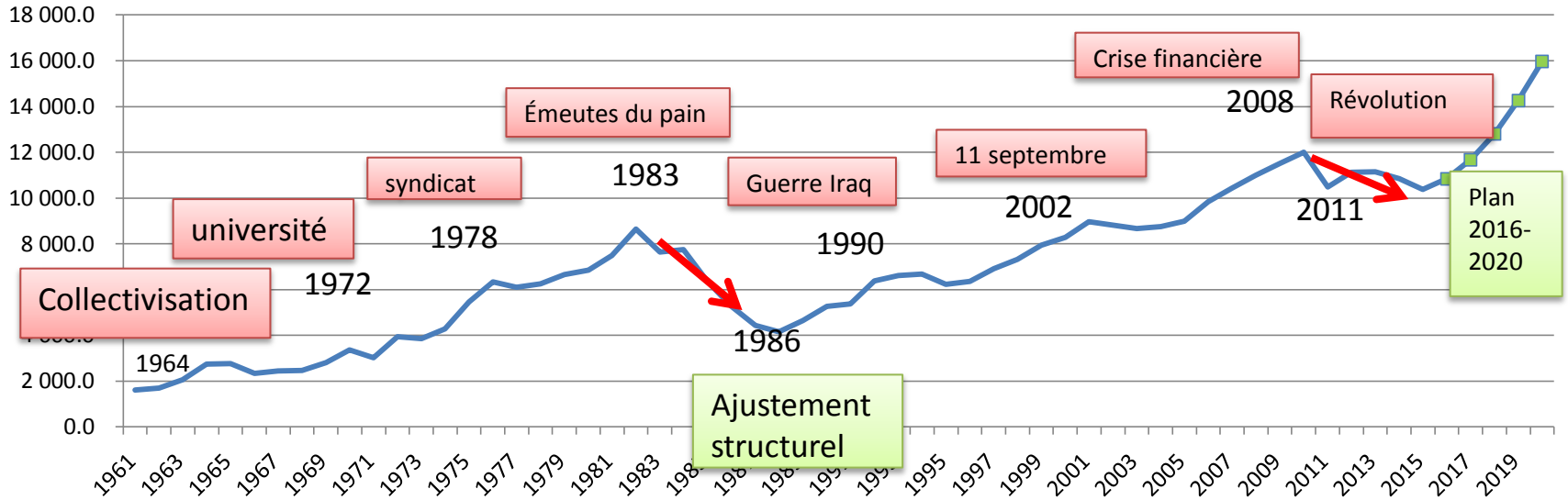
- Les investissements peuvent-ils réaliser cette performance?
- A quelle condition?
- Peut-on mieux faire?

Plan

- Historique des investissements en Tunisie
- Analyse des investissements en 2016-2020

Historique des investissements en Tunisie

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (MD de 2005)



- Un trend ascendant et des fluctuations liées à des crises

- Deux grandes crises de l'investissement :

- ✓ 82-88 : baisse de -52% du volume de la FBCF

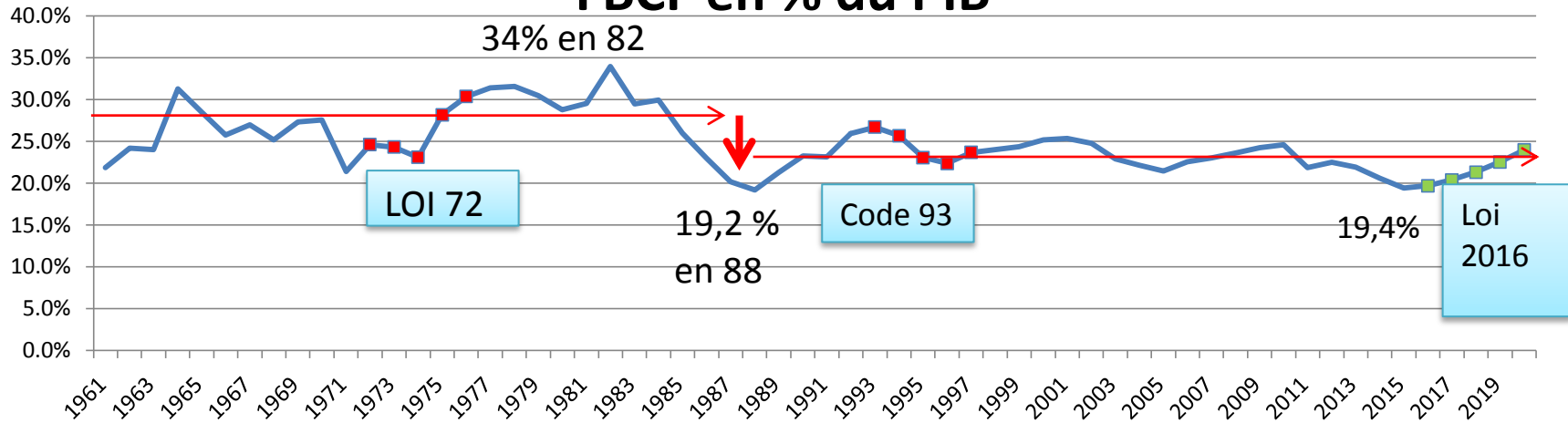
Il a fallu 20 ans pour retrouver le niveau de 1982

- ✓ 2010-2015 : baisse de -13,5% du volume de la FBCF

le niveau absolu de 2010 sera retrouvé en 2018 (selon le plan).

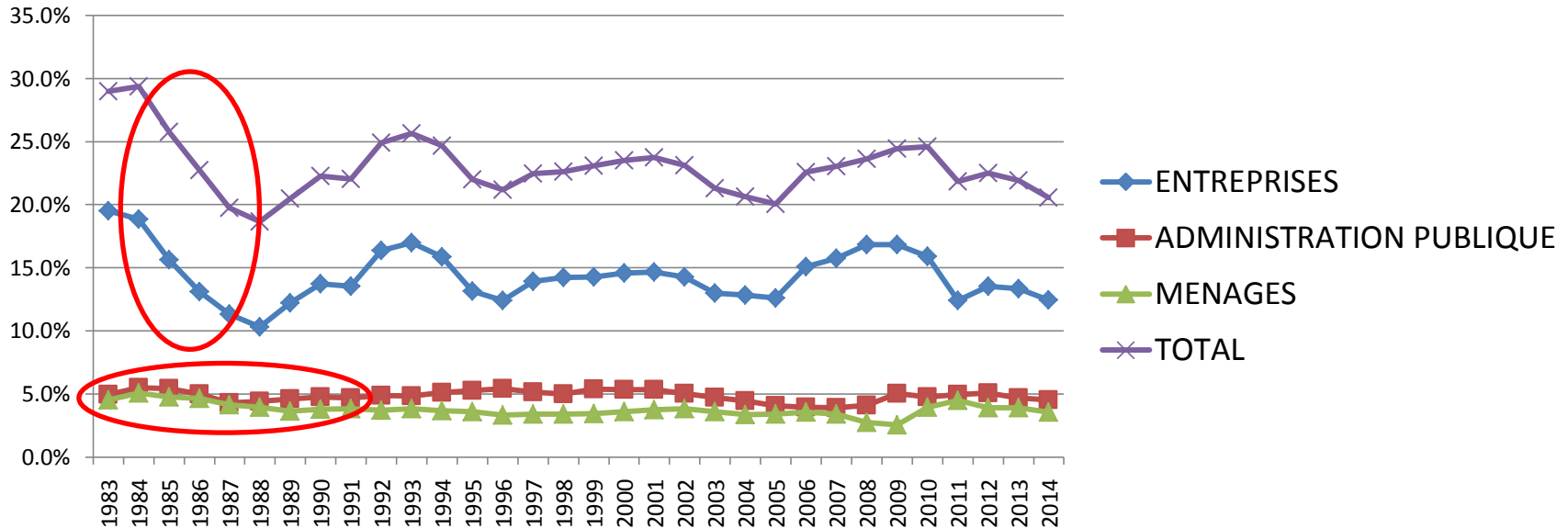
- Sortie de crise en 1986 grâce au PAS. Il faut espérer que la mise en œuvre du programme des réformes du plan 2016-2020 permettra une sortie de crise.

FBCF en % du PIB



- Taux d'investissement historiquement élevé (28% du PIB /années 60 et 70); perte de 5 points depuis.
- Oscillations liées aux effets accélérateurs, aux cycles économiques et aux crises internes ou externes.
- Aspects institutionnels: temps de mise en œuvre des réformes non pris en compte pour la loi 2016.
- Le code de 1993 ne semble pas avoir **globalement** induit un accroissement de l'effort national d'investissement.
- Quels acteurs ont été à l'origine de la baisse de l'effort d'inv?

FBCF / PIB par secteur institutionnel

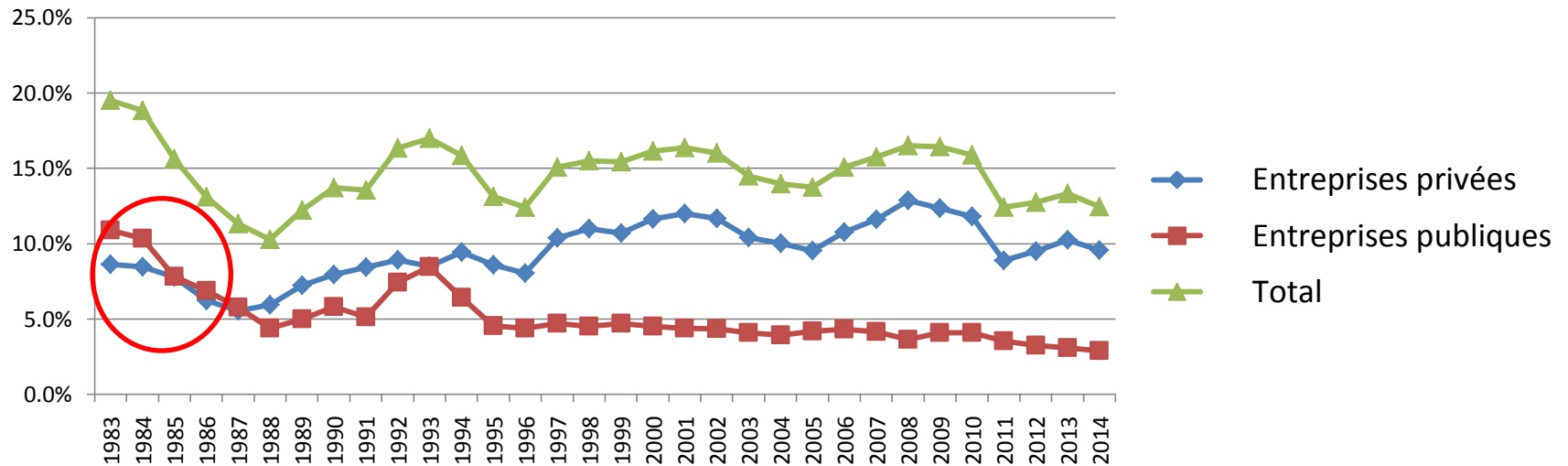


- Le taux d'investissement des ménages et celui de l'administration sont restés quasi-stables.

- La baisse du taux d'investissement observée suite aux émeutes du pain en janvier 83, est due à un recul des inv. des entreprises

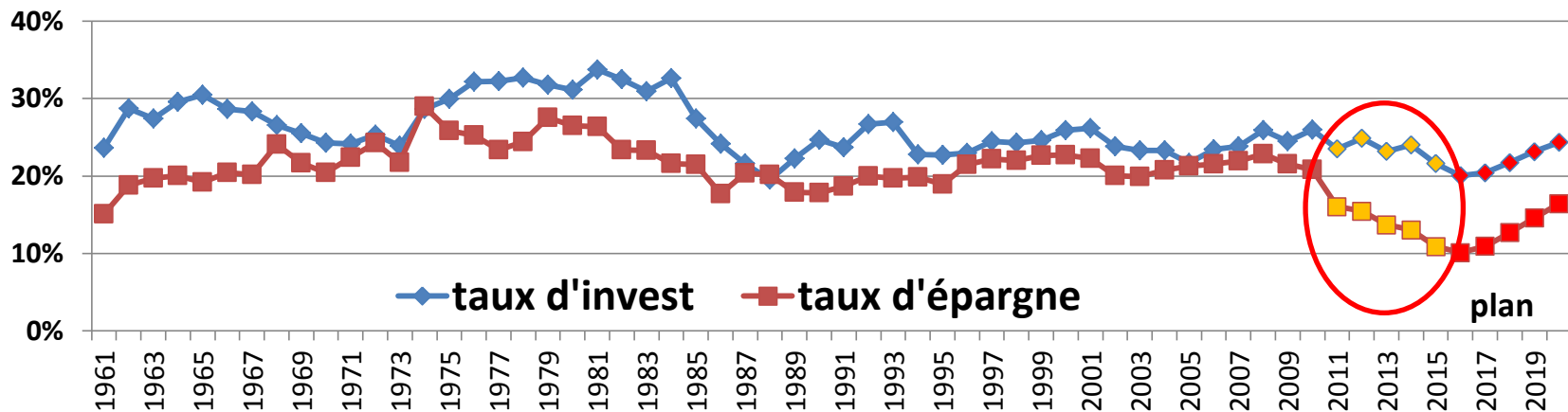
- Quel type d'entreprises a été à l'origine de la baisse de l'effort d'investissement observée après 2003?

FBCF/PIB des entreprises publiques et des entreprises privées



- Baisse du taux d'inv. des entreprises publiques > à celle des entreprises privées
- Un trend croissant du taux d'inv. des entreprises privées (**l'effet positif du code de 93 ?**).
- Un trend décroissant du taux d'inv. des entreprises publiques (**gouvernance?**)
- Pourquoi cette baisse? Quelles sont les freins aux investissements ?

Taux d'épargne et taux d'investissement en pourcentage du PIB



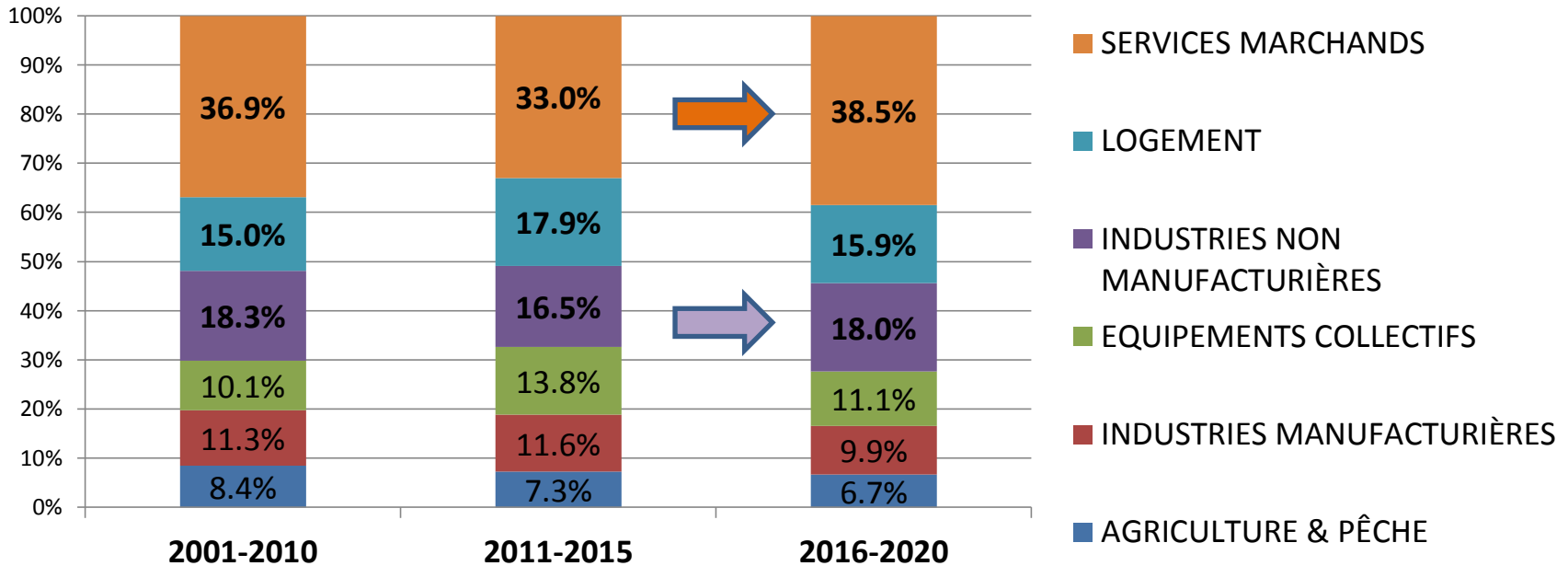
- Epargne nationale < inves., → recours à l'endettement.
- Les besoins de financement (I-S) ont baissé en 1995-2008 → équilibres macroéconomiques consolidés.
- La situation s'est dégradée à partir de 2011: croissance tirée par la consommation, chute de l'épargne et de l'investissement, Δ des besoins de financement → Δ de la dette.

• Le plan prévoit un renversement de tendance mais (I-S) reste très élevé. Quelles incitations pour plus d'épargne notamment celles des entreprises? Quid du déficit des Caisses?

- L'accroissement du taux d'investissement à l'horizon 2020 quoique important, ne semble pas à la hauteur des défis qu'affronte le pays et des réformes envisagées. Quid de leur rythme de mise en œuvre?
- L'investissement privé national et étranger (10% du PIB) reste chétif en comparaison avec les performances de pays concurrents de l'Europe de l'Est, de l'Asie du sud ou du Maghreb et du Moyen Orient. Le secteur privé (national et étranger) est appelé à sortir de son attentisme. La consolidation des acquis de la transition politique en sont tributaires.
 - Quelles opportunités d'investissement ? Dans quels secteurs sont prévus les investissements en 2016-2020?

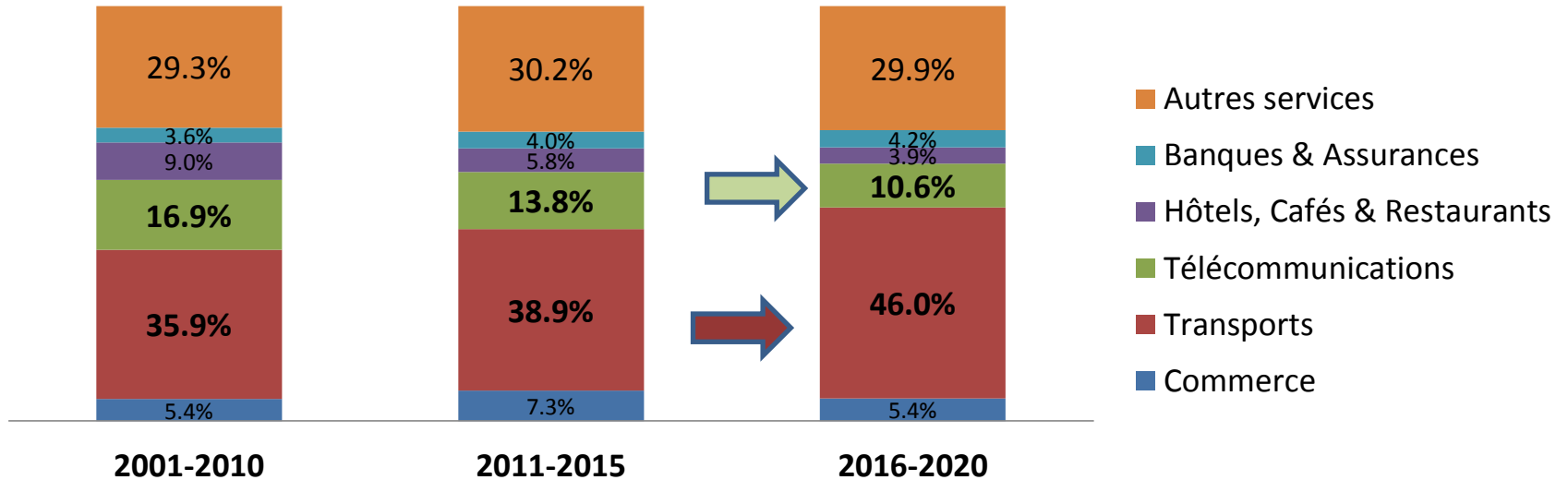
Analyse des investissements en 2016-2020

Structure de la FBCF par secteur



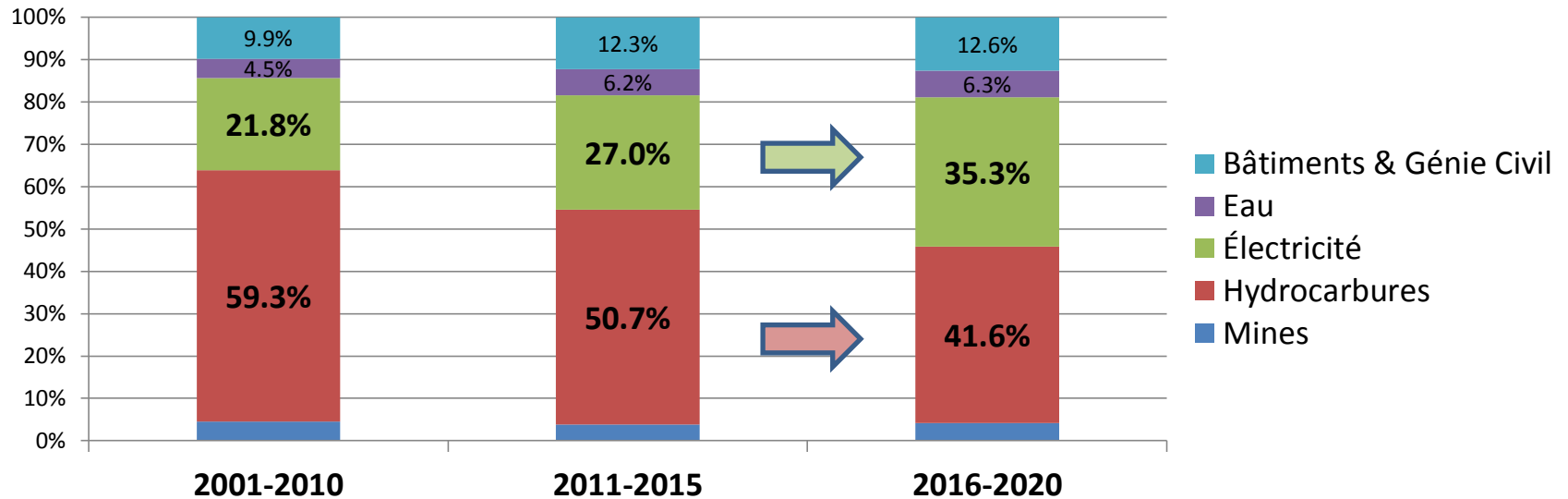
L'effort d'investissement prévu pour 2016-2020 implique un biais significatif vers les services (+5,5 points) et les industries non manufacturières (+1,5 points) au détriment des autres secteurs. Quels sous secteurs sont concernés par ces évolutions?

Structure de la FBCF des services



- Le secteur des transports accapare une part importante et croissante des investissements dans les services → structuration de l'espace et développement régional. Effet à LT, peu créateur d'emplois à CT.
- Les télécommunications ont une part décroissante. Quid de la transformation digitale de l'économie? Comment faire de la TUNISIE un hub si elle rate la 4^{ème} révolution industrielle?

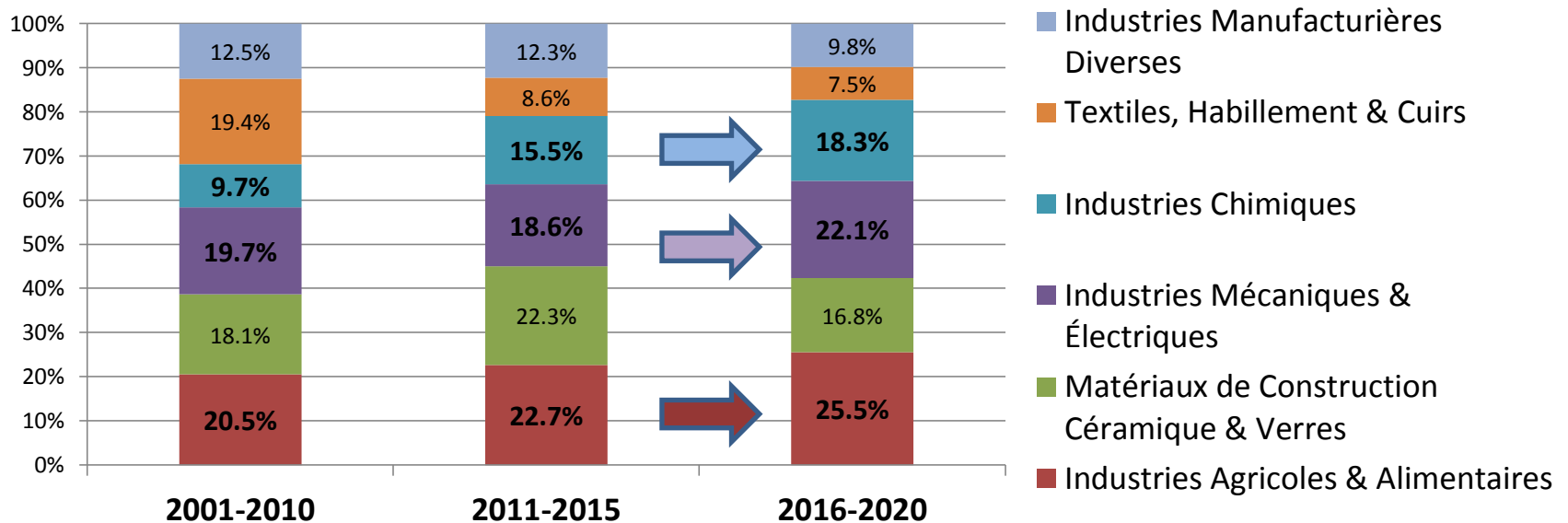
Structure de la FBCF des industries non manufacturières



• La part des investissements en hydrocarbures diminue en faveur de la part des investissements en électricité notamment via les énergies renouvelables.

→ l'objectif de la durabilité du développement.

Structure de la FBCF des industries manufacturières



- Les parts des ITC, IMD et IMCCV diminuent, celles des IAA, des IME et IC augmentent.
- Repositionnement du tissu industriel sur des activités qui permettent une montée en **en gamme de dans les chaînes de valeur mondiales**. Pourrait-on mieux faire ?

Conclusion

- En activant les investissements comme moteur de croissance économique, le plan vise à rompre avec le schéma de croissance qui a prévalu jusque là et qui se basait principalement sur la consommation comme moteur de croissance.
- L'historique de la TUNISIE et l'expérience internationale montrent que réalisation des objectifs d'investissement, voire même leur dépassement est tout à fait possible, mais elle reste tributaire de plusieurs conditions, notamment:

- Fixer avec l'ensemble des parties prenantes un agenda de mise en œuvre des réformes à même d'améliorer le climat des affaires et d'augmenter la transparence.
- Envisager des mesures pour augmenter effectivement l'épargne de tous les acteurs économiques: l'Etat et les institutions publiques, les entreprises et les ménages.
- Mobiliser les efforts autour de grands projets structurants susceptibles d'entraîner dans leur sillage des dynamiques entrepreneuriales notamment féminines.
- Pousser les entreprises privées à rompre avec l'attentisme en adoptant une politique de l'offre et en rompant progressivement avec la politique de demande.
- Mobiliser toutes les instances nationales pour une amélioration de la qualité des services publics et pour une augmentation de la productivité globale des facteurs, seule garante du maintien du pouvoir d'achat des augmentations salariales.

MERCI

Rôle des investissements dans la croissance économique

- Élément de la demande globale : effet multiplicateur à CT (effet très limité)
- Capacités productives durables :
 - Augmente les moyens de production: effet accélérateur sur la croissance
 - Vecteur de diffusion des innovations et de PT
 - Outil de la politique industrielle (emploi et commerce extérieur)
 - Instrument de l'aménagement du territoire (développement régional)

Déterminants des investissements

Investissement public :

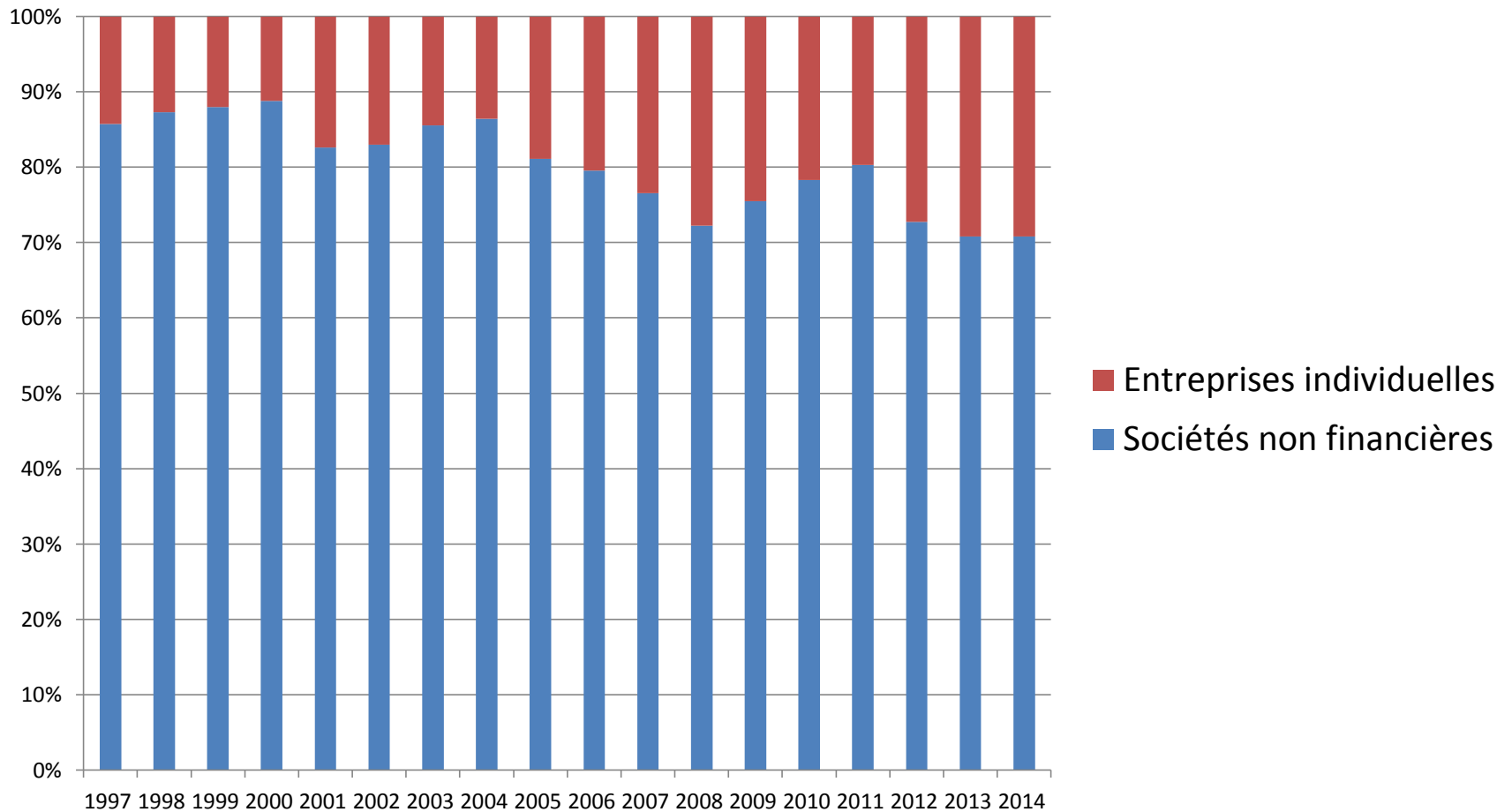
- Leadership politique (vision + stabilité)
- Rentabilité sociale
- Moyens de financement (cadre macroéconomique sain, politique fiscale efficace, citoyenneté)
- Gouvernance (planification et banque de données de projets, agendas de mise en œuvre, redevabilité...)

Investissement privé :

- Anticipations favorables
- Visibilité et qualité de la gouvernance économique locale/nationale: stabilité politique et sociale, cadre réglementaire transparent et stable, protection du droit de propriété, cadre macroéconomique sain, contestabilité des marchés...
- Rentabilité privée : coût et qualité des facteurs, financement, disponibilité et qualité de l'infrastructure, dotations factorielles et ressources naturelles, taille des marchés et ouverture, environnement des affaires y compris qualité de vie, incitations.
- Mentalité : esprit d'entrepreneuriat, prise de risque, compétition et coopération versus recherche de rentes et de protection.

- Compte tenu de ce rappel, comment ont évolué les investissements par le passé et dans quelle mesure ils ont été marqués par les politiques mises en œuvre en Tunisie?

FBCF des entreprises non financières



- MAROC 15%